

**Öffentliche Vortragsveranstaltung im Residenzschloss Ludwigsburg /
Conférence solennelle au château de Ludwigsburg
Prof. Dr. Blandine KRIEGEL, Université Paris X Nanterre La Défense**

Histoire et politique dans le droit politique français

Par son intitulé même : *la France et l'actualité de l'histoire. Dimension nationale, prétention universelle ?*, la vingt-sixième conférence annuelle de l'Institut franco-allemand, invite les français que nous sommes à un examen de conscience. Ne nous dérobons pas devant cette occasion qui nous est donnée de balayer devant notre porte et de pratiquer une réflexion critique provoquée par un grief justifié. Les meilleurs amis ou alliés de la France sont souvent décontenancés par une revendication qui pour être multiséculaire, n'en est pas moins paradoxale : l'élan irrésistible de notre nation à se réclamer à la fois et en même temps, de l'exception française, tout en soulignant la portée universelle de son message, la fierté qu'elle tire de sa particularité et la volonté qu'elle met à la généraliser, son inclination à se réclamer de la contingence historique et sa propension à en défendre l'exemplarité mondiale. Comment la nation française, qui, par définition est une nation parmi d'autres, a-t-elle pu devenir « la grande nation », *nec pluribus impar*, selon la devise orgueilleuse de Louis XIV, –sans réussir, à ses yeux ou à ceux des autres, à l'oublier ?

Il est constant que nous avons, avec le même acharnement, combiné deux conduites qui auraient dû s'exclure réciproquement. D'un côté, la reconnaissance de la dimension historique qui nous a créé, puisque depuis toujours la France se sait un composé de territoires, de langues, de peuples, de cultures produits dans et par le temps, et malgré le leitmotiv connu : « nos ancêtres les Gaulois », elle a très peu revendiqué son autochtonie. Elle est aussi le pays des historiens, des chroniqueurs médiévaux depuis Froissart et Comynnes jusqu'aux historiens de la société contemporaine, Thierry, Mignet, Quinet, qu'a admiré Marx, sans oublier les ateliers de l'histoire (Renan) dominés par les mauristes aux XVIIe et aux XVIIIe siècles. Sa littérature, de Chateaubriand à Proust, quand elle n'a pas été rédigée par les historiens eux-mêmes, comme Michelet, est toute entière tournée vers la recherche du temps perdu, animée qu'elle est par la foi que tout peut être retrouvé, que le temps fertile peut surmonter, au-delà des orages d'acier, toutes les catastrophes. Bref, la France sait depuis toujours qu'elle est une construction historique inscrite dans la finitude.

Mais à l'opposé, la France est aussi le pays des révolutions et des recommencements, *ab ovo* et *ex nihilo*. C'est dans l'arrachement de ses transformations radicales qu'elle s'adresse au monde pour tenir un discours universel, ou compris comme tel ; ainsi, la Déclaration des droits de l'homme et des citoyens, d'août 1789. Pour le formuler dans les termes mêmes de la grande philosophie allemande (Hegel), le problème posé aujourd'hui est peut-être celui-ci : comment l'esprit d'un peuple a-t-il pu devenir l'esprit du monde ? Une telle prétention est-elle soutenable ? Peut-elle durer ? Et combien de temps ? Mais, si nous voulons l'examiner convenablement, il est nécessaire de commencer par se demander : d'où vient-elle et qu'est-ce qui a noué l'histoire et la politique dans le droit politique français, à partir de quelle expérience et de quelle frustration s'est-elle enracinée ? Puisque nous sommes à l'Institut franco-allemand enfin, il faut aussi chercher comment cette prétention française a pu influencer sur les relations franco-allemandes.

En Europe, « dans l'ouest absolu du monde » la terre de l'universel, selon Hegel, le moment français est celui de la Révolution, précédé par les Lumières. Car les Lumières ont sinon universalisé, du moins européanisé la culture française. (Mais l'Europe à l'époque, pour nous, c'est le monde). Voltaire en Prusse chez Frédéric le Grand, Diderot en Russie chez Catherine II, ou le moment français de la culture européenne qui se pense comme culture mondiale et qui parle en français, de l'atlantique à l'Oural, le discours de l'universel. Discours de la raison, du progrès, de la société civile, de l'économie et du commerce, de la science, du droit, de la paix et de la république universelles. Même si en vérité, malgré la *Grande Encyclopédie* et son *Dictionnaire des arts et des sciences*, c'est Kant, qui dans la lointaine Königsberg, en rédige le manifeste dans sa réponse à la question : « *Was ist Aufklärung?* ». Et le philosophe d'affirmer : « L'émancipation de l'humanité par elle-même. *Sapere aude*, ose savoir, ose accéder à la majorité par ta propre volonté ». Les Lumières, les Lumières françaises, tiennent aussi hélas ! en mineur, le discours de la suprématie de la civilisation sur la barbarie, de la primauté des compétences sur les consciences, de la supériorité des élites : « le vulgaire en tous temps est féroce », s'écrie Voltaire. Touché, le barbare qui se sent visé, répond avec Herder, comme le berger à la bergère. Parfaitement, riposte-t-il, mais par-delà l'unité de l'humanité, vous ne pouvez oublier la diversité irréductible des peuples... On dira bientôt, la pluralité, voire l'affrontement, des nations, le choc des cultures, et peut-être dans cet affrontement, les barbares que vous méprisez ne seront pas les derniers... Le Romantisme a commencé qui déploie ses idées en Allemagne. Mais, « encore un moment, Monsieur le bourreau », la France garde un temps d'avance, car la critique de la civilisation, la mise en cause de la supériorité des arts et des lettres se développent aussi chez elle avec la présence du citoyen de Genève à Paris. Jean-Jacques Rousseau exprime déjà la revanche des humiliés et des offensés, des petits, des sans grade, du peuple qui va se donner libre cours dans la Révolution.

La Révolution, la Révolution française, qui commence au cri de « Vive la nation ! », comme une expérience unique et irremplaçable est saluée par tous les penseurs allemands. Par Goethe, après la victoire de Valmy : « De ce jour commence une ère nouvelle de l'histoire du monde », par Kant, qui pour la seule fois de sa vie, change de promenade, le 14 juillet, et par Hegel qui annonce « Une aurore nouvelle ». Incontestablement, le caractère universel de la Révolution française, dans leur enthousiasme, les Français l'ont senti, mais dans leur profondeur, ce sont les Allemands qui l'ont pensé. C'est à Kant et à Hegel, qu'on doit en effet, les concepts par lesquels la république et la révolution seront associés : à Kant, la république ; à Hegel, la révolution. Autrement dit, Kant et Hegel reconnaissent le message universel de la république et de la révolution comme un message pour l'Europe entière – donc pour le monde – ici, parce qu'elle est l'aboutissement de la philosophie politique moderne, là, parce qu'elle est un moment de l'histoire de l'esprit. Aux yeux de Kant, auteur de *l'histoire universelle au point de vue cosmopolitique* – je reprends le titre de son ouvrage, La Révolution française, porte sur les fonts baptismaux, la République et les droits de l'homme. Aux yeux de Hegel (je cite encore), « La Révolution française est partie de la philosophie... Ce qu'elle a fait valoir c'est l'idée, le concept de droit contre lequel le sinistre échafaudage d'injustice ne pouvait offrir aucune résistance. Une constitution a donc été érigée dans la pensée de droit. Tout devait être fondé sur cette pensée. Depuis que le soleil se trouve au firmament et que les planètes l'encerclent, on n'avait pas vu cela ; que l'homme se mette sur la tête, c'est-à-dire sur la pensée et qu'il édifie la réalité effective sur la pensée... Ce fut là un magnifique lever de soleil. Une émotion sublime a régné sur ce temps : un enthousiasme de l'esprit a foisonné dans le monde, comme si l'on en était alors enfin arrivé à une réconciliation effective du divin avec le monde ». Hegel, *La philosophie de l'histoire*, ed. Bienenstock, Paris, Librairie générale française, 2009, p. 561 et 562. Il est vrai que les représentants du peuple français parlent désormais haut et fort le langage de l'universel : « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit* ». « *Toute société qui ne connaît point la séparation des pouvoirs n'a pas de constitution* ». (*Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*). « *Vous pouvez déchiqueter nos membres et les éparpiller sur toute l'Europe, il en sortira des républiques !* », lance Saint-Just. Les acteurs de la Révolution tiennent le langage de la république, comme s'ils étaient les premiers républicains et ses derniers prophètes. La république en effet est bien une idéalité politique universelle, « cosmopolitique » comme dit Kant qui y a longuement réfléchi. Seule, à l'opposé de son antagoniste, le despotisme qui ne vise que l'intérêt privé et où l'autorité s'exerce par la force sur des individus assujettis, la république a en vue l'intérêt général, où l'autorité s'exerce par la loi sur des hommes libres et égaux, selon les définitions de la république antique, données par Aristote. Universelle, parce qu'elle est conforme à la nature humaine qui rêve d'une vie libre, sûre et égale, où les propriétés et l'épanouissement des individus sont assurés. Kant réfléchit encore pour la république française : Pourquoi, demande-t-il, nous intéressons-nous compulsivement à l'histoire d'Athènes et de Rome, alors que

nous avons laissé tomber sans remords dans les puits de l'oubli, tant de nations, sinon parce que Athènes et Rome inauguraient l'idéal universel de la république ?

C'est donc bien de la force de l'idée républicaine que la France des droits de l'homme a tiré son influence sur d'autres peuples et c'est de cette fondation de la république par les Etats Généraux de 1789, qu'elle a commémorée récemment lors de son bicentenaire, qu'elle a puisée sa certitude d'être devenue un temps, une nation en avance sur les autres nations – la grande nation – , un pas en avant des despotismes.

Sans doute... Peut-être. Mais seulement pour un temps... La prétention universelle à instaurer la république associée à l'histoire nationale de la Révolution, prend rapidement l'allure d'une tragédie. La Révolution balaie en effet tout sur son passage et remet le droit de guerre, le droit de conquête (Saint-Just encore), la violence, la terreur, au cœur de son processus. L'histoire nationale française, ou l'indissolubilité de la république et de la révolution, que justifiera – à ses yeux du moins – le propos péremptoire et définitif de Clémenceau plus tard : « La Révolution est un bloc ». Mais en attendant, la revanche des savetiers et des cordonniers, la victoire des soldats de l'an II, qui n'étaient pas, dit Victor Hugo, « de petits compagnons », les jours de gloire des armées d'Italie, d'Allemagne, de Russie, d'Espagne, dessinent peu à peu le chemin d'une reconquête par le fer et par le sang. Le droit s'établit par les voies de fait, la république s'avance par la guerre. Au bout du compte, en sortent, l'empire napoléonien et son cortège de nouveaux seigneurs, d'Eylau, de Wagram, de Naples et d'ailleurs, qui ont exporté la Révolution par la force. Les nations abaissées par « l'esprit du monde à cheval » se redressent et crient vengeance. Au lendemain de Iéna, la jeunesse allemande, la société russe, indignées, abandonnent leur culte des français, les musiciens comme Beethoven débaptisent leur symphonies ou leur concertos pour retrouver *hic et nunc*, leur identité nationale. La plus cruelle leçon, la plus amère conséquence de l'exportation de la république par l'histoire nationale, c'est-à-dire par la Révolution, est que la première décède quand la seconde prolifère. En fin de compte, ce qui sera légué par la France à l'Allemagne dans ce parcours tragique, ce n'est pas la république, mais la révolution, ce ne sont plus les droits de l'homme, mais la puissance des nations. Le XIXe et le XXe siècle seront davantage l'ère des nationalités et l'époque des révolutions, de la révolution conservatrice, comme de la révolution sociale, que l'époque des républiques.

A partir de là, la scène historique va pivoter et de nouveaux acteurs font leur entrée. Ce ne sont plus des français mais des allemands. « *De l'Allemagne* » écrit prophétiquement Germaine de Staël. Qui pourrait nier en effet, qu'en matière de révolution sociale, Marx n'ait compté davantage que Proudhon et qu'à l'égard de la Révolution conservatrice, Carl Schmitt ne soit plus profond que Charles Maurras ? Histoire nationale, prétention universelle ? Si au XVIIIe siècle, les

Lumières et la Révolution ont été largement françaises, au XIXe siècle, le romantisme et l'essor des nations seront fondamentalement allemands.

A la fin du XIXe siècle, il ne faut donc pas seulement parler comme Claude Digeon, *d'une crise allemande de la pensée française*, mais d'une *culture allemande de la pensée française*, et, ajoutons-le, *européenne*. Car toute l'Europe, Pouchkine et Leopardi exceptés, devient romantique. Dès lors, la musique allemande du XIXe siècle, la mélodie de l'âme tourmentée des nations, devient pour l'essentiel, notre musique. Malgré les réserves en forme d'avertissement de Heinrich Heine, nous n'aurons plus d'autre philosophie que la philosophie allemande, de Kant (et de l'idéalisme classique allemand), à Heidegger. La recherche de l'absolu, l'éclaircissement de l'être, la phénoménologie de la conscience et de l'existence seront les seuls chemins qui nous mèneront quelque part. Notre littérature elle-même, passée la *Bataille d'Hernani*, si centrée sur la société française (Balzac, Stendhal, Flaubert, Proust) où notre peinture, si tournée également vers les sujets historiques et les paysages français, n'auraient pas été ce qu'elles ont été sans la réévaluation du sentiment contre la raison abstraite, la redécouverte de l'impression, le chemin vers les forces obscures de l'instinct, la représentation du conflit. Contre les idéaux universalistes abstraits du progrès et de la raison, la philosophie romantique allemande promeut à juste titre l'importance de l'émotion et de l'intuition, le flot de l'énergie, révèle avec Nietzsche et Freud l'existence de l'inconscient et permet le renouvellement de la littérature, de la peinture, des sciences humaines. L'érudition classique où la France avait tenu le haut du pavé au XVIIIe siècle, après un dernier tour d'honneur avec le déchiffrement des hiéroglyphes par Champollion en 1822, rend les armes aux sciences historiques et sociales allemandes. On peut même observer, que c'est sous la IIIe république, quand la société sera devenue plus libre, que le moment allemand de la culture française s'imposera dans sa visibilité irrésistible. C'est alors que Kant, Hegel, Fichte lui-même, seront devenus les auteurs philosophiques de référence, et que le salon du peintre Madeleine Lemaire fera une place aussi importante à la musique de Wagner qu'à celle de Debussy.

Et le droit politique ? Il ne fera pas exception, élargi qu'il sera par trois thèmes issus de la pensée allemande, ou approfondis par elle, le national, le social, le révolutionnaire. Les penseurs français admiratifs devant l'érudition allemande qui leur a damé le pion, comme ce fut le cas de Fustel de Coulanges à l'égard de Mommsen, même s'ils n'abondaient pas nécessairement vers toutes leurs conclusions, sont obligés de faire droit à la rectification romantique de l'existence de la particularité nationale, par-delà l'idéal abstrait des Lumières. Un peuple n'est pas un contrat. Au lendemain de notre défaite de 1870, Fustel et Renan reconnaissent chacun à leur manière, la vérité de cette observation. Chaque peuple en effet a une histoire, une géographie, et quand bien même nos deux historiens protestent que les générations qui viennent, doivent l'emporter sur celles qui précèdent et qu'il faut toujours recommencer le contrat, ils acceptent de tenir compte de l'histoire et de la singularité des nations. Comme

Carré de Malberg l'a fait remarquer, plus tard, face à un Etat administratif tout puissant et peu sensible aux libertés individuelles, c'est bien souvent, l'Etat de droit prussien, puis ensuite l'Etat-Providence bismarckien ouvrant la voie au droit social, qui vont jouer le rôle de locomotives du progrès.

Autrement dit, l'invention du social, la reconnaissance des nationalités, le redéploiement de la Révolution, correspondent à l'élargissement indispensable des connaissances et convergent tous et toutes dans l'assignation des particularités. La force du mouvement romantique tient donc à sa compréhension du divers, à son assignation de la finitude, à l'importance de ce que Hegel appelle le « ceci » ou « la croix du présent », bref, à l'irruption *de l'universel concret*. Il désigne avec justesse l'existence des nations, des cultures, en débat ou en lutte, et le XIXe siècle est bien celui qui ouvre l'ère des nationalités et l'époque des révolutions. Avant la déviation affreuse du racisme, c'est-à-dire avant la naturalisation ou la biologisation du divers, avant son essentialisation, le retour à la particularité, à la diversité, à l'enracinement, au sentiment, décuple l'horizon de la culture européenne, et cet élargissement, nous le devons à la philosophie romantique allemande.

Absolutisées, ces assertions vont néanmoins déraiper dans un parcours tragique qui ne sera pas moins catastrophique que celui de l'expérience de la Révolution française. L'absolutisation de la nation dans le nationalisme qui commence avec le discours de Fichte à la nation allemande : « Je parle à des allemands, rien qu'à des allemands et je leur parle d'allemands, rien que des allemands », conduit irrésistiblement à l'idée de révolution nationale. L'hypertrophie de la juste revendication du droit des nations se transforme dans un nationalisme expansionniste qui sera au principe de la première guerre mondiale. Aucune nation ne peut demeurer indéfiniment la grande nation, et pas plus la nation allemande, destinée selon Fichte, à conduire toutes les autres que la nation française, promise selon Saint Just à guider tous les peuples. Aucune nation européenne ne sortira totalement indemne de ce nationalisme exclusif et révolutionnariste, et au lendemain des stupides conditions du traité de Versailles, dénoncées justement par Keynes, l'expansion puis l'échec de la Révolution nationale se reproduisent pour s'élargir jusqu'à la catastrophe au XXe siècle.

En France, la tentation de la Révolution nationale a toujours été moins forte que celle de la Révolution sociale qui avait débuté avec Babeuf, après la défaite de Robespierre et s'était propagée dans le socialisme utopique. L'échec final de la Révolution sociale s'inscrit néanmoins par la faillite du système soviétique dans la seconde moitié du XXe siècle. Par deux fois, le XXe siècle découvre donc la faillite de l'universel révolutionnaire comme faux universel : la faillite du nazisme et de la Révolution nationale conservatrice, la faillite du communisme et de la Révolution sociale. Même lorsque – et c'est mon cas – on n'établit pas une équation identitaire entre ces deux systèmes – force est de constater une

certaine solidarité entre eux. Pour l'un comme pour l'autre en effet, la guerre est toujours la continuation de la politique par d'autres moyens et l'Etat est toujours et seulement puissance, c'est-à-dire le contraire à l'Etat de droit républicain. Il n'y a pas de république, il n'y a que des despotismes.

Devons-nous donc renoncer à articuler l'histoire nationale à l'universel, devons-nous récuser toute philosophie de l'histoire comme d'anciens nous le proposent aujourd'hui, parce qu'ils considèrent le temps de l'Europe passé? A cette tentation, je ne réponds pas par la négation mais en proposant de nous détourner de la philosophie de l'histoire suggérée par Hegel. Aux lendemains qui déchantent de la nation et de la révolution, il nous faut donc reconnaître le dépassement nécessaire de Hegel comme de Marx, même si dans le bal des vampires de la pensée morte d'aujourd'hui ils continuent d'être omniprésents. Si le cas de Marx semble être entendu, le dépassement de Hegel demeure extrêmement problématique. Le grand philosophe a souhaité unifier l'histoire nationale et le message universel. Son projet grandiose, d'inscrire toute l'histoire de l'Esprit dans la « croix du présent », c'est-à-dire tout l'universel dans l'esprit d'un peuple ou dans la succession des esprits du peuple qui s'arrête au monde germanique, tourne court hélas ! Car le divers déborde toujours. Hegel a oublié l'Afrique, méconnu l'Orient, et nous sommes aujourd'hui convaincus – n'en déplaise à Fukuyama – qu'il n'y a pas de fin de l'histoire. La finitude, la diversité, résistent à l'universalité, précisément lorsque cette dernière est pensée à partir de la particularité. Si en effet, la fausseté du mouvement des Lumières radicales révolutionnaires française tient à leur particularisation de l'universel et à la pensée selon laquelle il n'y a qu'une nation républicaine, la grande nation française, la fausseté du mouvement romantique tient à l'absolutisation de la particularité et à la pensée selon laquelle l'histoire du monde – le moment présent sans reste ni retour – est le tribunal du monde.

On observera alors que, malgré le développement économique, scientifique manifeste, dans le parcours de nations européennes qui aboutit aux grandes déflagrations de la première et de la seconde Guerre mondiale, à travers la montée des révolutions nationales et sociales, l'idéal républicain s'est marginalisé. En Allemagne, la République de Weimar est un moment très court, en France, tout au long du XIXe siècle, la république s'efface à plusieurs reprises, remplacée par d'autres régimes politiques. Et le message universel auquel la France croyait s'être identifié, son emblème le plus manifeste, les droits de l'homme, est marginalisé et considéré comme un texte déclaratif sans valeur juridique aucune. Cependant, timidement, les républiques font retour au lendemain de la seconde Guerre mondiale. La République fédérale en Allemagne, après la faillite du Reich allemand, la IVe République en France, après la faillite de l'Etat français. La fin de la Révolution conduit dorénavant à séparer la pensée de ce qu'on avait cru indissolublement lié, c'est-à-dire à distinguer la république de la révolution et de la nation.

Alors comment procéder ? Serait-il possible de trouver une articulation plus juste d'une histoire nationale à un discours universel ? Peut-on maintenir l'idéal de la république universelle ? Je crois que c'est possible si on sépare la République de la Révolution et si on la dissocie d'une expérience nationale unique. La condition est de remonter plus loin et de regarder plus au large l'histoire républicaine européenne. Pour la France cela donne nécessairement : 1° La république vient d'une histoire plus générale. 2° Le droit politique républicain ne date pas de la Révolution. 3° Le lien entre histoire nationale et universelle n'est pas celle que l'on croit.

La France devra d'abord accepter le fait, en suivant le progrès des études d'histoire et de philosophie politique, que l'histoire républicaine ne commence nullement avec les révolutions du XVIIIe siècle, et qu'elle n'est pas étroitement française. Née dans les cités de l'Antiquité (Athènes, Rome), la république se redéploie et se développe dans les villes émancipées d'Italie et d'Allemagne (Hambourg, Florence, Venise et d'autres) pour secouer la tutelle du Saint-Empire.

Il lui faudra également reconnaître que le droit républicain français ne commence pas avec la Révolution avec laquelle elle s'identifie. *Le droit politique* français, comme l'appellera Rousseau au XVIIIe siècle, provient en vérité du XVIe siècle. Dans l'Ecole de Bourges, création au sommet de Michel de l'Hospital, les juristes français reconsidèrent le droit romain, médiéval et impérial au profit d'un droit moderne républicain. Bodin, dans *Les six livres de la république*, élabore la doctrine de la souveraineté. François Hotman, *La Franco-Gallia* (1573), Théodore de Bèze, *Du droit des magistrats* (1574), Hubert Languet, *Vindiciae contra tyrannos* (1571), rédigent une série de livres qui posent les fondements du droit politique français moderne. Ces ouvrages sont issus directement du contexte des guerres de religion, mais aussi et plus fondamentalement à celui de la guerre de Hollande, à laquelle nos auteurs vont participer de leur mieux. Charles du Moulin donne une consultation aux Etats du Brabant, François Baudouin rejoint un temps Guillaume d'Orange, tandis qu'Hubert Languet et Philippe Duplessis-Mornay se mettent au service du Taciturne et participent à la rédaction de ses discours les plus importants (*La justification* et *l'Apologie*). La France devra donc observer que son élan universaliste est né pendant l'insurrection des Provinces-Unies. La première république moderne instituée à l'échelle d'un Etat, et non plus d'une cité, la république des Provinces-Unies, dont on date la naissance du traité d'Utrecht en 1579, s'est constituée bien avant la république française de 1792, avant la république américaine de 1776, avant l'éphémère république anglaise de Cromwell, en 1648, toutes ces tentatives qui ont été autant de préfaces et de galops d'essai des républiques contemporaines. Dans la révolte hollandaise qui constitue la première république d'Etat, des français ont donc joué un rôle international et politique de premier plan, mais pas pour eux, et pas tous seuls.

Or, la république des Provinces-Unies doit d'abord beaucoup au monde germanique. Après les ruades des cités républicaines contre le Saint-Empire, l'humanisme, qui fait retour au modèle républicain antique, et la Réforme, qui a inauguré la conscience de la liberté moderne, défient l'autorité de la seconde puissance médiévale, la Papauté. La Réforme luthérienne met en avant l'idée allemande de la foi et de la liberté. Contre les autorités théologico-politiques médiévales, elle institue le colloque singulier du fidèle avec Dieu, *sola fide, sola scriptura* ; contre les pompes de l'Eglise, contre ses indulgences, elle défend l'austérité, l'église locale évangélique, et milite pour la supériorité du Concile et du synode. Contre le culte des saints, elle impose la foi épurée en Dieu et en Christ seuls. Mieux que personne au XIXe siècle, Max Weber a exprimé combien cette éthique nouvelle qui abolit la séparation entre le siècle et la règle, maintient toute l'existence sous le regard de Dieu, et reconduit chacun à la Bible donnée à chaque homme et à chaque femme. L'insurrection de la liberté des Provinces Unies contre le monarque espagnol et son projet d'instituer l'Inquisition trouve son inspiration dans les idées critiques religieuses du monde germanique légèrement déviée par une inflexion calviniste française à l'origine plus démocratique, qui s'harmonise aux libertés des villes flamandes.

Les nouveautés de la philosophie politique moderne qu'on trouvera chez Grotius, Pufendorf, Hobbes, Locke, Spinoza, et au XVIIIe siècle, chez Wolf, Montesquieu et Rousseau, comme chez les pères fondateurs de la république américaine, s'affirment dans la théorie du contrat, le développement des droits de l'homme, la légitimité de l'insurrection, la doctrine de la représentation. Or, ces idées ont été élaborées par des Français sous l'influence de la Réforme et au service des Provinces Unies. Pour ne citer que ce seul exemple, je m'arrête sur *Vindiciae contra tyrannos, vindicte* (au double sens de grief et de revanche) *contre les tyrans*. Parmi les deux mille libelles parus en Hollande au temps de l'insurrection, il eut un immense retentissement. Rédigé (le plus probablement) par Hubert Languet, et édité par Philippe Duplessis-Mornay, en lien avec le cercle de François Hotman et Théodore de Bèze, il développe de stupéfiantes nouveautés. Le pouvoir légitime n'est pas de type féodal, car Dieu seul est seigneur et propriétaire, ni du type impérial du César-Christ, car Dieu seul est de nature divine. Les sujets ne sont ni esclaves, ni serfs, parce qu'ils sont « membres du peuple de Dieu », et ils ont donc des droits. Comme l'écrit Hubert Languet, le nom de roi ne signifie ni héritage, ni propriété, ni usufruit, mais charge et procuration. Seul le peuple établit les rois, le peuple qui est « parent et frère du roi ». Cette nouvelle doctrine du pouvoir accomplit à l'égard du politique le même exercice de sécularisation analysé par Max Weber à propos de l'économie. La toute-puissance de Dieu retire au roi la propriété de la terre pour la donner au peuple. L'idéal de la Réforme sécularise la vie publique comme il a sécularisé la vie économique. La théorie du double contrat, la grande innovation moderne, inspirée par la lecture des Ecritures, est également fondée sur la dénonciation du contrat seigneurial hiérarchique. Le premier contrat, passé entre Dieu le roi et le peuple, est un contrat de soumission à la loi divine, le

second noué entre le roi et le peuple, est un contrat réciproque d'association, parce que le seul but de la royauté est de maintenir la justice et de faire usage des armes au profit du public et des particuliers pour les garder de tout outrage et de tout dommage. Le pouvoir n'a autre chose à faire que de procurer le bien du peuple. Le thème de l'insurrection en découle et, par là, le devoir d'ingérence qu'Hubert Languet légitime, à la fois pour le peuple, ses magistrats et surtout les Etats étrangers qui doivent porter assistance aux peuples bafoués. Ces thèmes mettront ainsi quelques siècles à s'inscrire à l'état-civil de l'histoire, et non sans de sanglants rebonds. Mais on peut dire que dans ce décor message universel du droit politique de l'Etat républicain est déjà complet. A un détail près : celui-ci est délivré tout entier dans le langage inspiré par la parole biblique que parlera encore la Révolution américaine, mais non plus déjà la Révolution française...

L'engagement des Français pour l'insurrection hollandaise, qui traverse toutes les doctrines des monarchomaques, dépasse la seule cohorte des Huguenots pour s'élargir à tout le parti des politiques (les républicains d'alors). Il suit le duc d'Alençon qui deviendra le duc d'Anjou, lorsqu'Henri III montera sur le trône, et des Malcontents, lorsque ce dernier devient, à la demande de Guillaume d'Orange, gouverneur des Provinces-Unies, et lorsque la cause de la Hollande se mue, dès le XVI^e siècle, en la cause de ceux qui souhaitent la reconnaissance et la coexistence de la pluralité des croyances (Montaigne, La Boétie, par exemple). Bien avant Lafayette et ses amis Cincinnati, des penseurs français de première importance comme Hubert Languet et Philippe Duplessis-Mornay deviennent ainsi les agents diplomatiques et les rédacteurs des écrits de Guillaume d'Orange (*La justification* en 1568, et *l'Apologie* en 1580), tout en menant un ensemble de négociations pour l'Internationale Protestante en gestation. C'est de cet enthousiasme pour la cause des Flandres que l'on retrouve jusque chez l'historien catholique, Auguste de Thou, qu'est né le courant républicain universaliste français dont procède le premier projet de généralisation d'union républicaine à l'échelle européenne, « *le grand dessein* » d'Henri IV. Contre les impériaux (les Espagnols), Henri IV a en effet rêvé d'unifier les principautés, les monarchies, qui avec des gouvernements différents, aristocratiques ou monarchiques de l'Europe, rassemblaient des Etats républicains hostiles à l'unification impériale depuis l'Ecosse jusqu'à la Bohême, en passant par la France et l'Allemagne sur la déflagration religieuse. Le premier projet d'une Europe unifiée pacifiquement par les Etats républicains, et non par la conquête, n'a pas vu le jour, mais il sera relevé au lendemain de la seconde Guerre mondiale par Jean Monnet, Robert Schumann et Konrad Adenauer, qui ont repris les termes mêmes qu'on trouvait consignés dans le projet d'Henri IV : « Conseil de l'Europe, Commission Européenne ».

Où nous mène donc cette histoire des républiques européennes ? A un message universel qui traverse nos histoires nationales. Si la république et les droits de l'homme sont bien des universaux politiques, mais s'ils émergent à travers des histoires particulières, il nous faut comprendre que la république ne s'est pas

définie à l'échelle d'une nation, puisque les princes protestants allemands, l'électeur palatin Jean Casimir, l'empereur Maximilien de Habsbourg avec son neveu Mathias, la France, avec le duc d'Anjou, l'Angleterre avec Leicester et Philip Sidney dans l'entourage d'Elizabeth I, ont contribué chacun à leur manière à la résistance; et il nous faut également ainsi comprendre que l'insurrection, la résistance, la révolution, qui peuvent avoir leur légitimité, ne sont pas des universaux, eux qui sont toujours inscrits dans le temps de crise d'une histoire nationale. L'universel authentique réside dans le résultat, non dans le processus lui-même, et il peut même arriver que ce processus, s'il légitime indûment la violence, emporte telle une crue le résultat recherché. Machiavel avait bien tort.

Il est temps de répondre aux questions que nous nous sommes posées. Oui, la prétention d'une nation de porter le développement à un moment « *T* » des l'histoire est parfaitement soutenable. Ce fut le cas de la France des Lumières, comme celui de l'Allemagne Romantique. Mais à la condition de savoir que l'avance manifestée n'est jamais que partielle ou temporelle, parce que la connaissance est une lumière qui projette toujours quelque part des ombres. En vertu de la finitude humaine, aucune nation ne détient tout l'espace et toute la durée du développement universel qui reste à hauteur de l'Humanité. Le passage à l'universel virtuel, la mauvaise subsomption, viennent toujours de la même cause : la dénégation hystérique de la défaite et de la finitude. Le travail négatif ou l'oubli de la transmission, la violence l'oubli et du refoulement, car l'oubli est le père de la violence. La négation de la négativité propulse le passage du « dream world », à la vie rêvée des anges. Malgré l'importance de la participation des Français à l'insurrection des Pays-Bas, l'histoire de la république des Provinces-Unies, ce moment capital d'avènement de la république moderne, a été quasi forclosé dans la pensée française. A l'exception de Quinet, ce sont les Allemands, Goethe et Schiller, qui vont la penser et la représenter dans les drames d'*Egmont* et de *Don Carlos*. Qu'avons-nous tenu scellé, qu'avons-nous voulu oublier ? La défaite des compagnons d'Henri IV, la défaite de la Réforme. Lorsque Turenne, le petit-fils de Guillaume d'Orange, maréchal de Louis XIV, sera mis à la tête des troupes françaises contre la Hollande et lorsque l'Edit de Nantes sera révoqué, la page de la Geste des compagnons d'Henri IV sera définitivement close. Après elle, le Jansénisme recouvre et fait oublier la Réforme. (Qu'est ce qui sépare un janséniste d'un protestant ? La réponse est la même que pour la question : « Qu'est-ce qui sépare un psychanalyste et un confectionneur ? » Une génération !) La Réforme française aura été défaite par la furie populiste déclenchée par la Ligue, lors du massacre de la Saint-Barthélemy. Deux siècles plus tard, on n'y reprendra plus les Jansénistes et les rares survivants du protestantisme, car ce sont eux la cette fois qui déchaîneront la foule et utiliseront la terreur. La Révolution demandera ainsi l'utilisation du despotisme pour faire advenir la république. En France comme en Allemagne, et comme dans le reste de l'Europe, la Révolution française qui a fondé la (première) république française serait difficilement pensable sans le trajet souterrain de l'idée républicaine, tracée en partie par la

république des Lettres, au XVIIe et au XVIIIe siècle, et née elle-même comme substitut à la défaite de la Réforme. Elle est une revanche *post-partum* de la Révocation de l'Edit de Nantes, en 1685, mais elle est aussi et surtout un passage au virtuel, une adresse au monde, compensatoire d'une fragilité amèrement éprouvée. La mélancolie de Jean-Jacques Rousseau tel que l'a compris Hölderlin, avant le déchainement.

Cette incertitude de la république dans la Révolution française peut nous faire comprendre par comparaison et extension ce qu'a été la fragilité de l'unité nationale allemande. Cherchée sans succès par le fer et par le sang, elle ne s'est finalement réalisée que dans la paix, par la République Fédérale, en 1981. La division religieuse de la nation allemande, pendant la Guerre de Trente Ans, avait perduré plus longtemps qu'ailleurs. La volonté de l'unité nationale portée par l'Allemagne des villes et de la modernité qu'a symbolisé Weimar, la ville de Goethe et de Schiller, où se réuniront les constituants républicains de 1918, après la tentative de l'Assemblée de Francfort en 1848, a été ainsi imprégnée de l'air des principautés féodales morcelées qui se sont perpétuées, avec leur nostalgie médiévale jusqu'au cœur du IIe Reich. Pourquoi un Etat de droit prussien bismarckien qui avait accepté, au moins un temps, l'équilibre des puissances européennes à l'extérieur, et même une politique de démocratisation contrôlée à l'intérieur, n'a-t-il pu se stabiliser une fois le rapt de l'Alsace-Lorraine ? Pourquoi l'unité sociale elle-même de l'Allemagne Wiene , malgré les bases qu'elle a à la Belle Epoque et la volonté de résoudre la question sociale comprise dans des formes juridiques, n'ont-t-elles pu être accomplies jusqu'à leur terme ? Sans doute parce que dans le conflit des nationalismes qui s'achève en 1914 et qui disloque l'Europe après 1948, nous assistons en Allemagne à une double subversion : 1° Au dépassement du système de l'Etat militaire bismarckien rationnel, au profit du nouveau soumis à la politique credo de la conquête illimitée, fondée sur une identité nationale allemande supérieure aux Etats et le primat du militaire sur le politique, c'est-à-dire l'apparition de la Révolution conservatrice parvenue à sa logique profonde - 2°, de l'autre côté, à l'explosion de la social-démocratie sous la puissance de choc de la conflagration et l'émergence de l'aile d'extrême gauche de Rosa Luxemburg, qui rêve à son tour de balayer la république balbutiante par la révolution sociale. Autrement dit, les républicains modérés de Weimar se sont retrouvés contestés en permanence des deux côtés par les intolérants de la Révolution nationale et ceux de la Révolution sociale. Ne croyez pas que je ne parle que de vous. Non, je parle aussi de nous, car malgré le second rapprochement franco-allemand entre Weimar et la IIIe République entre Briand et Straussmann, nous ne serons guère plus solides et notre Parlement à son tour en 1940, votera les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, peu après que le Rechtsstaat weimarien aura soutenu l'accession de Hitler à la chancellerie, en 1933.

Universel et virtuel, la mauvaise subsomption vient toujours des mêmes causes. Dans la défaite de la république, ou dans la mise en sursis de la nation,

l'imaginaire prend la place du réel, la Révolution compense la blessure, le monde du rêve accomplit ce que la réalité ne peut donner. Nous avons donc chacun notre lot de blessures réciproques. Comment en guérir sinon par le retour vers la vérité et par l'histoire ? La vérité : nous ne sommes pas seuls. L'histoire :

l'histoire de la république, n'est pas l'apanage d'une nation particulière. Elle recommence en Europe au XVIe siècle, il ne faudrait pas la manquer au XXIe siècle.

Et aujourd'hui ? Aujourd'hui, la république européenne dont les pionniers ont été des français et des allemands, constitue le dépassement réciproque de nos vieux démons du révolutionnarisme et du nationalisme. Nous savons que certains tentent maintenant de les réveiller. Nombre de Français, fiers de leur discours au monde, pensent qu'ils pourraient se passer de l'Europe et ne cessent de faire la leçon à leurs partenaires. Nombre d'Allemands, enivrés de leur travail de leur économie prospère autant que rigoureuse, lassés des pays latins hâbleurs et insuffisamment travailleurs, sont tentés de ne plus compter que sur eux-mêmes.

Pourtant, ce que l'Union Européenne représente aujourd'hui, c'est non seulement la chance pour l'Europe de compter comme puissance économique face aux géants que sont l'Amérique et les nouveaux pays continents émergents de l'Asie, la Chine, l'Inde, le Brésil. Mais, c'est aussi et davantage la défense de son idéal d'universalité, celui de la république, énoncé par Kant et chanté par Beethoven, c'est-à-dire la régulation par le droit de la coexistence des peuples. L'Allemagne qui travaille, qui a réglé ses rapports avec le monde d'une manière pacifique, qui a radicalement critiqué les fautes du IIIe Reich, est pour l'Europe un atout essentiel. La France qui ne travaille peut-être pas suffisamment a conservé une capacité d'accueil et de dialogue avec les autres qui s'est traduite par une politique d'intégration indiscutable, et elle reste identique aux valeurs universelles de la république. Pour que l'Europe puisse sans prétention tenir un discours universel à partir de ses idéaux, il faut combiner la république des Lumières et la diversité romantique. Même et surtout lorsque les temps sont difficiles comme aujourd'hui, nous aurions bien tort de renoncer au dialogue de la France et de l'Allemagne, à l'accommodement de nos histoires nationales, transcendé par nos idéaux européens et universels. Car nous en sommes toujours au début du dialogue des républiques, à mesurer les différences et à les composer. Et pour nous français, à corriger notre droit politique de l'Etat central par l'Etat fédéral, à rectifier l'Etat de finance par l'Etat de justice, à utiliser le dialogue des cultures nationales européennes, pour mieux apprendre à parler la langue de l'humanité

jeudi 24 juin
Ludwigsburg, Allemagne
Blandine Kriegel

